

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, au moins 50 p. 100 des crédits accordés à mon ministère ont été utilisés dans les provinces maritimes en vue de créer des emplois, à établir des compagnies, à faire du développement économique et à aider Devco. Toutefois, je me demande si l'honorable député veut entamer un débat; je n'y vois pas d'objection, mais il n'aura pas certainement de réponse affirmative ou négative.

[Traduction]

M. McGrath: Je me demande si le ministre est maintenant disposé à répondre à ma question, au lieu de semer la confusion dans la Chambre. J'ai demandé spécifiquement s'il est prêt à écouter les recommandations du Conseil économique des provinces de l'Atlantique et la récente recommandation du Conseil d'expansion économique de la région atlantique, qui a allégué que son ministère s'occupe de l'expansion régionale à l'aveuglette et qu'il est centralisé à outrance.

[Français]

L'hon. M. Marchand: Ma réponse a été aussi «étroite» et mesquine que la question de l'honorable député.

[Traduction]

M. McGrath: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je suis prêt à remettre au ministre un exemplaire du cinquième rapport annuel du CEPA, puisque, de toute évidence, le ministre n'en a pas pris connaissance.

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai donné la parole au député pour une question supplémentaire.

M. McGrath: Alors, plus précisément, le ministre nous donnerait-il l'assurance que les dépenses de son ministère ne serviront pas à renforcer durant la semaine et demie qui vient un gouvernement Smallwood défailant à Terre-Neuve?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Dartmouth-Halifax-Est a la parole.

LES ENTENTES AVEC LA NOUVELLE-ÉCOSSE

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Est-il maintenant en mesure de dire à la Chambre si des ententes entre l'autorité fédérale et la province de la Nouvelle-Écosse sont maintenant prêtes à être signées officiellement par les deux parties?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je me renseignerai et donnerai une réponse au député mercredi, monsieur l'Orateur.

M. Forrestall: Vous aviez promis de le faire la semaine dernière.

[M. McGrath.]

LE CODE CANADIEN DU TRAVAIL

LE PROJET DE LOI ET LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT FREEDMAN AU SUJET DES PROGRÈS TECHNOLOGIQUES

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre du Travail? A la lumière de certains rapports, puis-je demander au ministre s'il a l'intention de retirer de son projet de loi sur les relations industrielles les dispositions qui ont trait aux progrès technologiques, ou s'il prévoit plutôt les raffermir pour tenir davantage compte du rapport Freedman?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, il est inconcevable qu'une mesure législative vieille de 28 ans ne traite pas des progrès technologiques; je n'ai donc pas l'intention de retirer du projet de loi les dispositions qui en tiennent compte. Lorsque j'ai déposé le projet de loi en juin, j'ai cependant invité employeurs et travailleurs à présenter des instances en vue d'améliorer le bill. Cette partie du bill pourra éventuellement être modifiée, non pas pour supprimer des articles mais pour les améliorer.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'EXPÉRIMENTATION SUR L'USAGE DE LA MARIJUANA—LA QUESTION D'UN MORATOIRE

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Justice. Je lui ai demandé, le 14 octobre, si la loi autorisait le gouvernement canadien à offrir \$100,000 à des étudiants pour l'utilisation à titre expérimental de la marijuana, du haschich et d'autres drogues, et si le ministre avait saisi ses conseillers juridiques de cette question.

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je les ai saisis de cette question, mais il s'agit de savoir si le Règlement de la Chambre m'autorise à donner une réponse directe.

M. Woolliams: En toute déférence pour le ministre de la Justice—je sais qu'il cherche des échappatoires—je ne lui demande pas un avis juridique. Je lui demande s'il a saisi les conseillers juridiques de son ministère de cette question et s'il est en train de suspendre toute poursuite à cet égard, puisqu'il est illégal d'effectuer de telles expériences.

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, je répondrai en partie à cette question en précisant qu'il n'y a pas eu de moratoire.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, le ministre de la Justice a-t-il avalisé personnellement l'affectation de \$100,000 à la consommation de marijuana et de haschich par des étudiants et par d'autres personnes?

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, je ne pense pas qu'il m'appartienne de répondre à cette question, étant donné qu'elle concerne un autre ministère que le mien.